



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 13 septembre 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Les articles publiés à la Revue internationale des services financiers sont disponibles depuis l'ENT sur la base de données Stradalex.

Les articles publiés à la Revue trimestrielle de droit financier et à la Revue de jurisprudence commerciale sont disponibles sur la base de données Lexbase.



Varia

REVUE
INTERNATIONALE DE
DROIT ÉCONOMIQUE
2022/4 (T.XXXVI)

ACHETER LE NUMÉRO

45,00€

 AJOUTER AU PANIER

PAGES : 136

ÉDITEUR : **Association
internationale de droit
économique**



SUIVRE CETTE
REVUE

 This issue is available in
English on **Cairn International**

Page 5 à 19

**Nouvelle orientation du *Department of
Justice* américain en matière de
compliance : entre risques et
opportunités**
Nils Monnerie, Nessym Tir



RÉSUMÉ

CONSULTER

 TÉLÉCHARGER

Page 21 à 37

Le passage de la *soft law* à la *hard law* pour

**la gestion et la régulation internationale
des pesticides : une étape nécessaire ou
inutile ?**



Francesca Ippolito, Francesco Seatzu

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

Page 39 à 62

**Les évolutions du champ d'application du
droit relatif à l'action économique des
personnes publiques**



Fabien Tesson

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

Page 63 à 107

**Garanties procédurales, approche par les
effets et finalités de la politique de la
concurrence**



Frédéric Marty

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

Page 109 à 136

**La protection des milieux marins dans les
accords de commerce : de la coexistence
des valeurs à l'intégration dans les
accords de nouvelle génération**

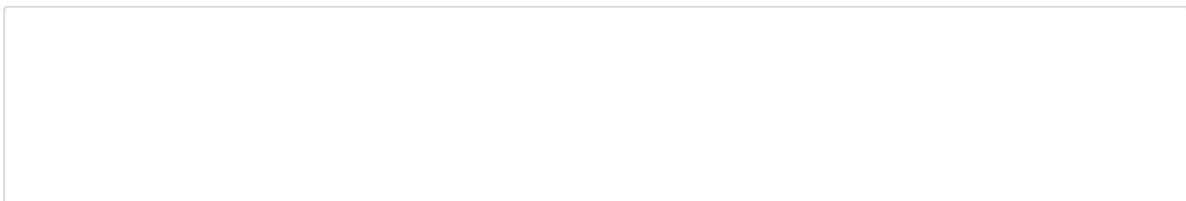


Van Anh Ly

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER



Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
14 septembre 2023
n° 30 / 8007^e
pages 1513 à 1584



CHRONIQUE / Preuve

Le droit à la preuve
Réflexions sur une notion bancaire
> *Xavier Lagarde*

1526

ÉDITORIAL

1513 Souveraineté numérique, *Michel Vivant*

POINTS DE VUE

- 1521 La loi anti-squat : réelles avancées ou miroir aux alouettes ?
À propos de la loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements
contre l'occupation illicite, *Nadège Reboul-Maupin*
- 1523 Du privilège légal à la confidentialité de leurs avis juridiques des juristes d'entreprise,
Noëlle Lenoir, Alexander Blumrosen et Duncan Fairgrieve

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :*
- 1538 Chambre sociale, *Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue et Marie-Anne Valéry*
- 1546 Chambre criminelle, *Lionel Ascensi, Maud Fouquet, Benjamin Joly, Laetitia Guerrini et Philippe Mallard*
- 1553 **Panorama :** Droit des biens, *Yves Strickler et Nadège Reboul-Maupin*
Notes : Nouveaux soubresauts dans la saga *Commisimpex* : l'invention de la toupie
jurisprudentielle ?, *Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023*
- 1565 • avis *Renaud Salomon*
- 1570 • note *Bernard Haftel*
- 1574 Entre lettre et esprit : la forme du recours contre les élections
au Conseil national des barreaux, note sous *Civ. 1^{re}, 25 mai 2023, Frédéric Rouvière*
- 1579 Précisions quant à la responsabilité du commissionnaire de transport,
note sous *Com. 29 mars 2023, Laurent Sigoirt*

ENTRETIEN

1584 Laurent Saenko – Homicide routier : la fausse bonne idée

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



322330



9 782993 223307

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STÉPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESBOUT,
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Septembre 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

1513

Souveraineté numérique



ACTUALITÉS

1516

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Autorité de la concurrence (griefs) :
portée d'une décision de nullité,
Com. 6 sept. 2023

1517

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Insigne nazi (exposition en public) :
vente en ligne d'objets,
Crim. 5 sept. 2023

Vol (ruse) : utilisation d'un code d'entrée
par un salarié, Crim. 5 sept. 2023

Dispositif antirapprochement :
application dans le temps de la loi,
Crim. 6 sept. 2023

Presse et communication

Diffamation (excuse de bonne foi) :
existence d'un débat d'intérêt général,
Crim. 5 sept. 2023

Crime contre l'humanité (contestation) :
cassation dans l'affaire « Eric Zemmour »,
Crim. 5 sept. 2023

Procédure pénale

Géolocalisation (nullité) :
portée de l'annulation,
Crim. 5 sept. 2023

Cassation pénale (aide juridictionnelle) :
assistance par un avocat aux Conseils,
Crim. 6 sept. 2023



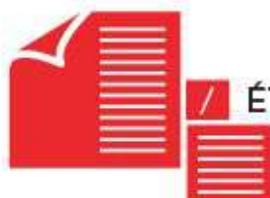
POINTS DE VUE

1521

La loi anti-squat : réelles avancées ou miroir aux alouettes ?
À propos de la loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023
visant à protéger les logements contre l'occupation illicite
par Nadège Reboul-Maupin

1523

Du privilège légal à la confidentialité
de leurs avis juridiques des juristes d'entreprise
par Noëlle Lenoir, Alexander Blumrosen
et Duncan Fairgrieve



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1526

Le droit à la preuve
Réflexions sur une notion bancaire
par Xavier Lagarde

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

1538

Chambre sociale
par Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue
et Marie-Anne Valéry

1546

Chambre criminelle
par Lionel Ascensi, Maud Fouquet, Benjamin Joly,
Laetitia Guerrini et Philippe Mallard

PANORAMA

1553

Droit des biens
juin 2022 – juin 2023
par Yves Strickler et Nadège Reboul-Maupin

NOTES

Nouveaux soubresauts dans la saga *Commsimpex* :
l'invention de la toupie jurisprudentielle ?, *Civ. 1^{re}*, 13 avr. 2023

1565

avis Renaud Salomon

1570

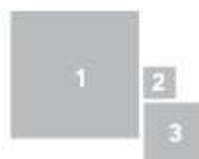
note Bernard Haftel

1574

Entre lettre et esprit : la forme du recours
contre les élections au Conseil national des barreaux,
note sous *Civ. 1^{re}*, 25 mai 2023
par Frédéric Rouvière

1579

Précisions quant à la responsabilité du commissionnaire
de transport, note sous *Com.* 29 mars 2023
par Laurent Siguoir



ENTRETIEN

1584

Laurent Saenko – Homicide routier : la fausse bonne idée

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

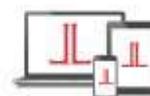
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (préférences entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr



JURISPRUDENCE

Cession d'actions

Constitutionnalité de la non-application aux cessions d'actions de l'article 1195 du code civil relatif à l'imprévision
Cons. const. 26 mai 2023,
note Bertrand Fages p. 514

Promesse unilatérale de cession de titres sociaux : un revirement pour le passé qui engage l'avenir
Com. 15 mars 2023,
note Gilles Pillet p. 517

Droit pénal des sociétés

Rappel aux juges du fond des règles régissant les interdictions de diriger ou de gérer
Crim. 1^{er} juin 2023, 14 juin 2023 et 27 juin 2023,
note Haritini Matsopoulou p. 528

Droit fiscal des sociétés

Pacte Dutreil : modalités d'appréciation en cas de pluriactivité de la société
Com. 25 janvier 2023,
note Rémi Dalmau p. 532

Droit social et sociétés

La négociation des contours d'un établissement distinct
Soc. 1^{er} février 2023,
note Franck Petit p. 534

REVUE DES SOCIÉTÉS

Septembre 2023 - n° 9

DOSSIER

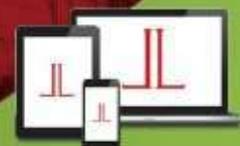
Le droit des sociétés à l'aune des enjeux ESG (1^{re} partie)

Isabelle Urbain-Parleani (sous la direction scientifique), Thierry Bonneau, Alain Couret, Muriel Epelbaum, Benoît Lecourt, Emmanuel Masset, Pauline Pailler, François Guy Trébulle p. 471

CHRONIQUES

Chronique de droit des entreprises en difficulté

Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille p. 539



Version numérique incluse*



Actualités _____ **466**

par Bénédicte François

Dossier / Le droit des sociétés à l'aune des enjeux ESG (1^{re} partie) _____ **471**

L'accueil en droit des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance

par François Guy Trébulle _____ 471

L'inflexion de la gouvernance par les enjeux ESG par Emmanuel Masset et Muriel Epelbaum _____ 483

Le comité des parties prenantes par Benoît Lecourt _____ 487

Les relations assemblées et organes de direction : les résolutions climatiques

par Isabelle Urbain-Parleani _____ 494

L'originalité de la finance verte par Thierry Bonneau _____ 501

Les sociétés face aux investisseurs par Pauline Paillet _____ 505

Le nouveau visage de la vie sociétaire par Alain Couret _____ 508

Jurisprudence _____ **514**

Cession d'actions

Constitutionnalité de la non-application aux cessions d'actions de l'article 1195 du code civil relatif à l'imprévision

Note sous Cons. const. 26 mai 2023
note Bertrand Fages _____ 514

Promesse unilatérale de cession de titres sociaux : un revirement pour le passé qui engage l'avenir

Note sous Com. 15 mars 2023
note Gilles Pillet _____ 517

Sociétés civiles

Une SCI bailleresse, responsable du fait d'un associé et de ses héritiers ?

Note sous Civ. 3^e, 9 mars 2023
note Jean-François Barbiéri _____ 523

Droit pénal des sociétés

Rappel aux juges du fond des règles régissant les interdictions de diriger ou de gérer
Note sous Crim. 1^{er} juin 2023, 14 juin 2023 et 27 juin 2023

note Haritini Matsopoulou _____ 528

Droit fiscal des sociétés

Pacte Dutreil : modalités d'appréciation en cas de pluriactivité de la société

Note sous Com. 25 janv. 2023
note Rémi Dalmau _____ 532

Droit social et sociétés

La négociation des contours d'un établissement distinct

Note sous Soc. 1^{er} févr. 2023
note Franck Petit _____ 534

Chronique de droit des entreprises en difficulté _____ **539**

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille

ARTICLES

255

La dissimulation en droit de la famille :
un inexorable recul ?

Hugues Michelin-Brachet

269

La contrepartie

Kévin Moya

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

ARTICLES

293

Les risques dans les contrats translatifs

Sylvain Ravenne

VARIÉTÉS

309

L'Académie française, source de droit ?

Dan Mimoun

CHRONIQUES

397

L'usucapion par une personne publique

Florent Masson

ref: 602302



9 782996 023027

DALLOZ

Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse*



ARTICLES

La dissimulation en droit de la famille : un inexorable recul ? par Hugues Michelin-Brachet	255
La contrepartie par Kévin Moya	269
Les risques dans les contrats translatifs. Critique de l'adage <i>res perit domino</i> par Sylvain Ravenne.....	293

VARIÉTÉS

L'Académie française, source de droit ? À propos de la normativité des dictionnaires par Dan Mimoun	309
---	-----

CHRONIQUES

Sources internationales par Jean-Pierre Marguénaud et Fabien Marchadier.....	327
---	-----

Obligations et contrats spéciaux Obligations en général par Hugo Barbier	345
--	-----

Responsabilité civile par Patrice Jourdain.....	372
---	-----

Contrats spéciaux par Pierre-Yves Gautier	388
---	-----

Propriété et droits réels par Florent Masson.....	397
---	-----

Successions et libéralités par Michel Grimaldi.....	418
---	-----

Régimes matrimoniaux par Isabelle Dauriac.....	426
--	-----

Preuve par Julie Klein	434
--	-----

Droit judiciaire privé Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution par Nicolas Cayrol.....	448
---	-----

Législation française par Aude Denizot.....	456
---	-----

BIBLIOGRAPHIE

Revue des ouvrages Ouvrages en général sous la responsabilité de Sébastien Pimont et Vincent Forray	471
--	-----

Ouvrages étrangers sous la responsabilité de Éric Descheemaeker et Jonas Knetsch	486
--	-----

Revue des thèses sous la responsabilité de Gaël Chantepie, Christian Jubault et Catherine Puigelier	491
--	-----

Revue des revues sous la responsabilité de Frédéric Rouvière.....	501
--	-----

TABLES

Tables trimestrielles.....	511
----------------------------	-----



QUESTION D'ACTUALITÉ

LOI EGALIM 3 ET RELATIONS COMMERCIALES FOURNISSEURS/ DISTRIBUTEURS

De trop nombreuses questions, déplorent les spécialistes
du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats

27



www.efl.fr



À LA UNE

Commentaire - La Cour de cassation
précise les délais pour agir
en garantie des vices cachés

23

Question pratique - La responsabilité
des dirigeants dans le cadre
du devoir de vigilance

34

Biens de l'entreprise - Pas de droit
de préemption pour le locataire
qui exploite un fonds industriel

14

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Sociétés

- 4 - Reporting extrafinancier des entreprises
- 5 - Compétence pour licencier un salarié dans un groupe de sociétés
- 5 - Pouvoir du conseil d'administration de supprimer la rente viagère réversible attribuée à son président
- 6 - Régularisation en cas de perte de la moitié du capital social
- 7 - Litige relatif à un pacte d'associés relevant du conseil de prud'hommes
- 7 - Normes d'exercice professionnel des commissaires aux comptes
- 8 - Contenu de la déclaration de performance extra-financière

Entreprise en difficulté

- 9 - Subrogation dans une clause de réserve de propriété
- 10 - Droit propre du débiteur en liquidation judiciaire

Contrats

- 11 - Force majeure exonérant un transporteur
- 11 - Restitutions en cas d'annulation d'un contrat de sous-traitance
- 12 - Restitutions liées à l'annulation d'une prestation de services
- 12 - Vente à réméré : prescription de l'action fondée sur l'exercice de la faculté de rachat
- 13 - Résiliation unilatérale d'un contrat comportant une clause résolutoire

Finances de l'entreprise

- 14 - Action en responsabilité de la banque pour manquement à son devoir d'information

Biens de l'entreprise

- 14 - Droit de préemption du locataire exploitant un fonds industriel
- 15 - Contrefaçon de la marque « Palladium »
- 16 - Encadrement des loyers d'habitation

Concurrence

- 16 - Application de l'interdiction de rupture brutale de relations commerciales établies

- 18 - Divulgence de poursuites pour malversations dont fait l'objet son concurrent : diffamation ou dénigrement ?

- 18 - Application de l'obligation de renégociation du prix des produits agricoles et alimentaires

Consommation

- 19 - Vente à un consommateur au sein de l'UE : tribunal compétent
- 20 - Responsabilité en cas de pratique commerciale trompeuse
- 20 - Application de la prescription biennale à une société commerciale

Et aussi...

- 21 - Parution du Code de déontologie des avocats
- 22 - Calendrier des vacances scolaires 2023-2024

Commentaire

- 23 - Délais pour agir en garantie des vices cachés

Question pratique

- 34 - La responsabilité des dirigeants dans le cadre du devoir de vigilance

Veilles

- 38 - Veille législative
- 38 - Veille fiscale et sociale

**QUESTION D'ACTUALITÉ****27****LOI EGALIM 3 ET RELATIONS
COMMERCIALES FOURNISSEURS/
DISTRIBUTEURS : DE TROP
NOMBREUSES INTERROGATIONS**

L'essentiel de l'actualité

Validité des décisions collectives de SAS adoptées par une minorité d'associés

CA Paris 4-4-2023 n° 22/05320 : Décisions 438

La cour d'appel de Paris retient la validité de la clause des statuts d'une société par actions simplifiée prévoyant l'adoption des décisions collectives par un vote minoritaire, s'écartant de la solution récemment retenue par la Cour de cassation dans la même affaire.

Prescription de l'action en responsabilité engagée contre le liquidateur d'une société dissoute

Cass. com. 1-6-2023 n° 21-13.716 F-B : Décisions 439

L'action en responsabilité contre le liquidateur d'une société dissoute, à raison d'une faute commise par ce dernier dans l'exercice de ses fonctions, se prescrit par trois ans, alors que sa responsabilité pour une faute commise après le terme de ses fonctions ne peut être recherchée que sur le fondement de la responsabilité civile extracontractuelle de droit commun et dans la limite de la prescription quinquennale.

Le débiteur en liquidation judiciaire autorisé à se défendre dans une instance en cours

Cass. com. 24-5-2023 n° 21-22.398 F-B : Décisions 448

Même en liquidation judiciaire, le débiteur peut se défendre dans une instance judiciaire qui est en cours lors de l'ouverture de la liquidation et qui tend à la fixation de son passif ou à sa condamnation à payer.

À la clôture du rétablissement professionnel, une dette peut n'être que partiellement effacée

Cass. com. 19-4-2023 n° 21-19.743 F-B : Décisions 450

Une dette n'est effacée à l'issue d'une procédure de rétablissement professionnel qu'à hauteur du montant indiqué dans le jugement de clôture. Si la dette est d'un montant supérieur, le créancier conserve ses droits pour la différence.

Prêt finançant un contrat de construction de maison individuelle : responsabilité du prêteur

Cass. 3° civ. 11-5-2023 n° 21-23.859 FS-B : Décisions 453

Dans le cadre d'un contrat de construction de maison individuelle avec ou sans plan, la banque qui débloque les fonds sans s'être assurée de l'existence d'une garantie de livraison doit réparer intégralement l'ensemble des préjudices résultant de l'absence d'une telle garantie.

Une concentration « sous les seuils » peut être contrôlée au titre des abus de position dominante

CJUE 16-3-2023 aff. 449/21 : Décisions 463

Une opération de concentration n'ayant pas atteint les seuils européens et nationaux de contrôle préalable obligatoire peut être examinée par une autorité nationale de concurrence au titre de l'interdiction des abus de position dominante.

Un juge de l'exécution tenu d'apprécier le caractère abusif de clauses d'un crédit

Cass. 2^e civ. 13-4-2023 n° 21-14.540 FS-B+R : Décisions 468

Le juge de l'exécution, saisi de la contestation d'une mesure d'exécution forcée, doit examiner d'office si les clauses d'un prêt immobilier en devise étrangère, ayant déjà donné lieu à un jugement revêtu de l'autorité de la chose jugée, sont ou non abusives.

Le juge commis à la surveillance du RCS ne peut pas enjoindre à une société de modifier ses statuts

Cass. com. 1-6-2023 n° 21-22.446 F-B : Décisions 488

Le juge commis à la surveillance du RCS n'a pas le pouvoir d'enjoindre à une société de mettre à jour les énonciations des actes et pièces nécessaires au greffier pour procéder à une inscription modificative.

Exequatur d'une décision étrangère

Cass. 1^e civ. 17-5-2023 n° 21-18.406 FS-B : Décisions 490 et avis avocat gén. p. 7

La demande d'exequatur d'un jugement rendu à l'étranger contraire à une sentence arbitrale, rendue également à l'étranger, ne peut pas être accueillie lorsque ce jugement a été obtenu par fraude.

Revue Lamy de la concurrence

Dossier : La régulation concurrentielle des plateformes numériques

*Sous la direction de Muriel CHAGNY, avec Virginie BEAUMEUNIER, Florence NINANE
et Elodie VANDENHENDE*

- Pratiques abusives et contentieux des restitutions : rappels et enrichissements de la grille de lecture
Jean-Michel VERTUT
- Contrôle des concentrations : la Cour de justice de l'Union exhume le fossile Continental Can
Quentin COLOMBIER
- L'impossible contrôle juridictionnel des autorisations d'aménagement commercial par les autorités de concurrence du Pacifique au regard des principes du droit de la concurrence
Stéphane DESTOURS

129 | MENSUEL
JUILLET-AOÛT 2023

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice de l'Union européenne

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef adjoint : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 84,74 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint, 2 rue Descartes, 95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2023/129, n° 4451 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- Accords horizontaux entre entreprises : les nouveaux règlements d'exemption par catégorie sont entrés en vigueur

Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

- Pratiques anticoncurrentielles P. 7
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 11
- Distribution P. 12
- Commande publique P. 13

ÉCLAIRAGE P. 15

- Pratiques abusives et contentieux des restitutions : rappels et enrichissements de la grille de lecture

Jean-Michel VERTUT

DOSSIER P. 20

- LA RÉGULATION CONCURRENTIELLE DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

La régulation des plateformes numériques avant le « Digital Markets Act » (DMA) : quelle action de la DGCCRF ? P. 22

Virginie BEAUMEUNIER

La régulation des plateformes numériques par le droit de la concurrence P. 28

Muriel CHAGNY

Les implications du DMA pour les plateformes numériques P. 33

Florence NINANE

L'application du DMA par les autorités de concurrence et le juge de droit commun P. 37

Elodie VANDENHENDE

ÉTUDE P. 40

- Contrôle des concentrations : la Cour de justice de l'Union exhume le fossile Continental Can

Quentin COLOMBIER

ANALYSE P. 46

- L'impossible contrôle juridictionnel des autorisations d'aménagement commercial par les autorités de concurrence du Pacifique au regard des principes du droit de la concurrence

Stéphane DESTOURS

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°337 · juillet-août 2023

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

LE DROIT PATRIMONIAL
AU SERVICE DU
LOGEMENT DES SÉNIORS

ÉCLAIRAGE

Les modes alternatifs de
règlement des différends
à l'honneur

ANALYSE

Le goût du vin dans le
classement des crus

DROIT & PATRIMOINE

JUILLET-AOÛT 2023 · N° 337

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Les modes alternatifs de règlement des différends à l'honneur..... 6

Le Centre de médiation et d'arbitrage de Paris (CMAP) a présenté, le 26 juin 2023, la 14^e édition du baromètre de la médiation, qui recense les données relatives aux affaires traitées au cours de l'année 2022. À l'heure où le ministère de la Justice met en avant le recours à l'amiable, ces statistiques sont intéressantes à analyser, le CMAP étant l'unique institution nationale à communiquer ses chiffres.

ENTRETIEN

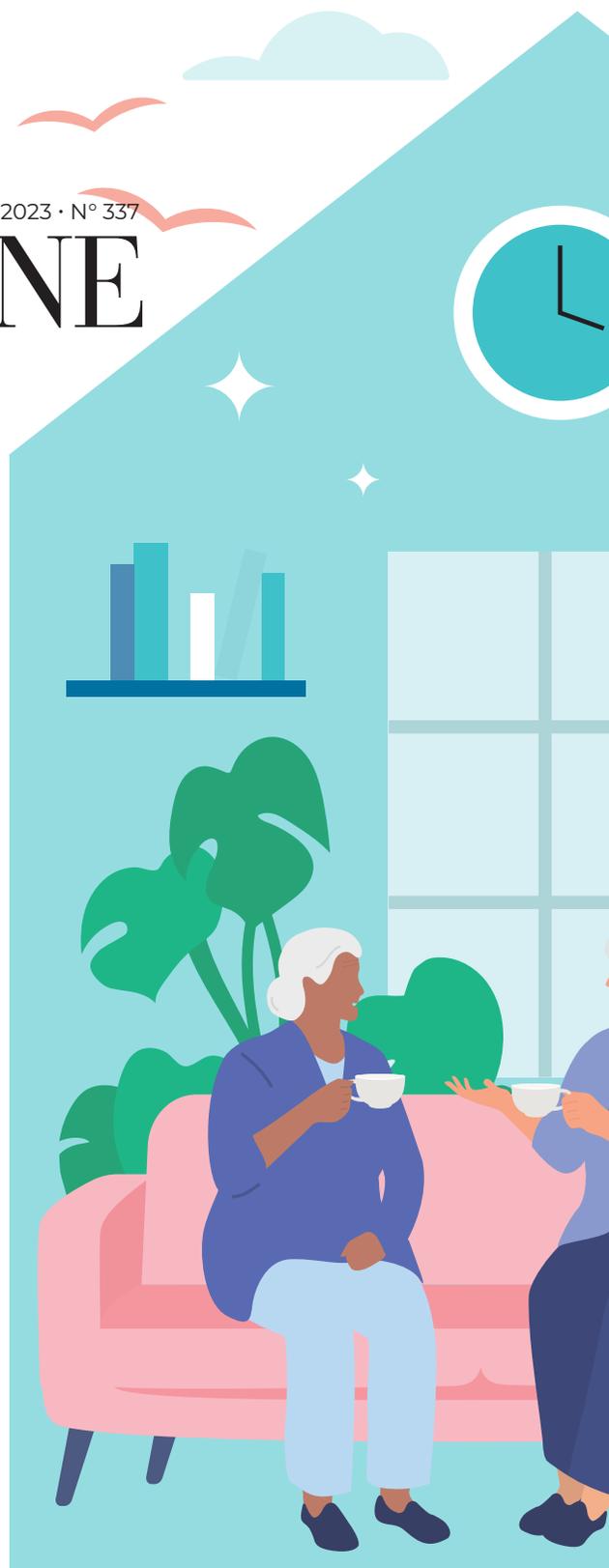
« Le ZAN est plutôt vu comme une opportunité par ceux qui possèdent des actifs immobiliers »..... 8

Alors que la loi « zéro artificialisation nette », prévue par la loi Climat et résilience est en cours d'adoption au Parlement, Christian de Kérangal, directeur général de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (IEIF) analyse les possibles conséquences de cette loi sur l'investissement immobilier institutionnel.

PROFESSIONS

Circonscrire les cybermenaces contre les cabinets d'avocats..... 10

Dans un rapport du 27 juin 2023, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) dresse un état des lieux des menaces qui pèsent sur les cabinets d'avocats et formule 30 recommandations pour s'en prémunir. Résumé.



• PARTIE 1 : SOLUTIONS OFFERTES PAR LE DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE..... 26

Le droit patrimonial au service du logement du sénior

Par Marie Choplin-Textier, Virginie Darmé-Longuet et Karine Marquez, Étude Cheuvreux

Le maintien du sénior dans son logement

Par Damien Bourdon, Xavier Boutiron, Marie Choplin-Textier, Virginie Darmé-Longuet et Karine Marquez, Étude Cheuvreux

Le changement de logement du sénior

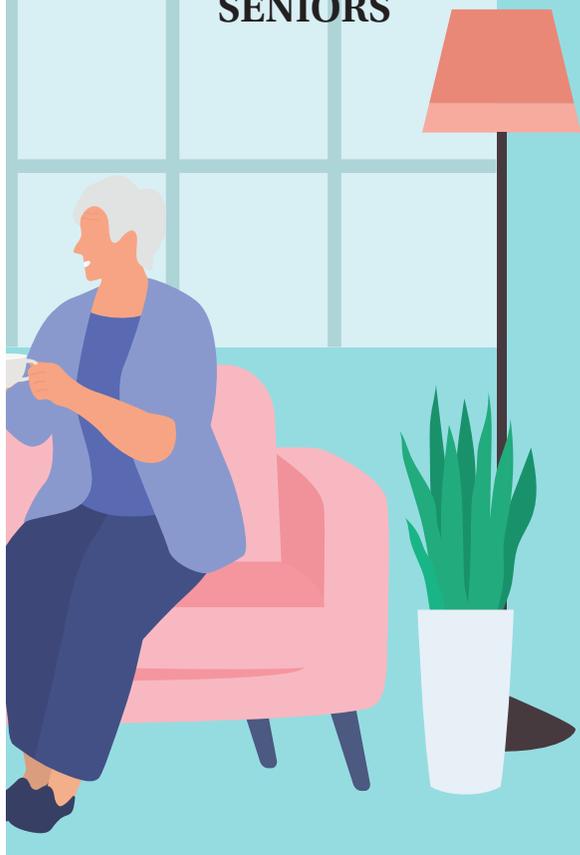
Par Xavier Boutiron, Marie Choplin-Textier et Karine Marquez, Étude Cheuvreux

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

DOSSIER

LE DROIT PATRIMONIAL AU SERVICE DU LOGEMENT DES SÉNIORS



© A-CREDITPHOTO

ANALYSE

Le goût du vin dans le classement des crus 12
par Ronan Raffray, professeur à l'université de Bordeaux,
directeur du master droit de la vigne et du vin

**Protection de l'investisseur et clauses abusives :
résidences services et prêts en francs suisses,
même combat !** 20
par Xavier Henry, professeur à la faculté de droit
de Nancy - IFG - université de Lorraine

CHRONIQUE

Droit international privé patrimonial 2023 49
par Hélène Péroz, professeure en droit privé, Éric Fongaro, professeur
de droit privé et Alexandre Auriol-Ballarotta, docteur en droit

• **PARTIE 2 : LE LOGEMENT DES SÉNIORS
APPRÉHENDÉ PAR LES ACTEURS
INSTITUTIONNELS** 39

Les acteurs institutionnels

au service du logement des séniors

Par Marie-Anne Le Floch, Raphaël Léonetti
et Juliette Marion, Étude Cheuvreux

La redéfinition du logement des séniors

à l'ère de l'immobilier géré

Par Marie-Anne Le Floch, Raphaël Léonetti
et Juliette Marion, Étude Cheuvreux

• **3 QUESTIONS À** 48

Florence Roche, directrice de la gestion immobilière du
fonds ViaGénération, géré par Turgot AM

[La contestation de l'autorité des arrêts préjudiciels de la Cour de justice, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 9-10](#)

DOCTRINE  J. F. DELILE – Y. PETIT – M. FARTUNOVA-MICHEL

autorité - cour de justice - contestation - États membres - voie de droit - traité - droit public - faculté de droit - question - renvoi préjudiciel - rulings - coopération - liberté - challenge - université - autorité des arrêts préjudiciels de la cour de justice - autorité des arrêts - juridictions nationales - interprétation -...

17/08/2023

[Le renvoi préjudiciel : de la coopération à la confrontation juridictionnelle – Rapport introductif, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 11-22](#)

DOCTRINE  Y. PETIT

juridiction - cour de justice - renvoi préjudiciel - juridictions nationales - indépendance - point - ordre - interprétation - atteinte - mécanisme - État de droit - États membres - commission - primauté - principe de primauté - exigence - réglementation - arrêt - question - rapport introductif - État membre - ordre juridique -...

17/08/2023

[Les méthodes de résistance à l'autorité des arrêts préjudiciels, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 23-40](#)

DOCTRINE  J. F. DELILE

cour de justice - autorité - juridiction - état - autorité des arrêts - cour constitutionnelle - autorité des arrêts préjudiciels - méthode - vire - États membres - juridictions des États - juridictions des États membres - atteinte - procédure - question - méthodes de résistance - arrêt - question préjudicielle - commission -...

17/08/2023

[Le renvoi préjudiciel et l'article 19 TUE, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 41-56](#)

DOCTRINE  M. FARTUNOVA-MICHEL

état - cour de justice - État de droit - États membres - indépendance - juridiction - autorité - juridictions nationales - État membre - traité - charte - renvoi - système - indépendance de la justice - exigence - commission - renvoi préjudiciel - interprétation - valeur - adhésion - protection juridictionnelle - garantie - point -...

17/08/2023

[Les nouveaux enjeux de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : entre risques concurrentiels et nécessaire interaction des renvois européens, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 57-64](#)

DOCTRINE  A. HERVY

protocole - juridiction - homme - autorité - avis consultatif - mécanisme - liberté - adhésion - convention de sauvegarde - renvoi préjudiciel - état - risque - juridictions nationales - convention de sauvegarde des droits - libertés fondamentales - négociation - mécanisme d avis - potentialité - mécanisme d avis consultatif -...

17/08/2023

[Les effets des arrêts préjudiciels. Tentative d'élucidation d'une controverse stérile, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 65-79](#)

DOCTRINE  A. TURMO

autorité - arrêt - autorité de chose - renvoi - cour de justice - juridiction - arrêts préjudiciels - portée normative - type - autorité de la chose - précédent - litige - arrêt préjudiciel - question - principal - interprétation - rulings - état - particulier - idée - commission - constat - ratio - tentative - contenu -...

17/08/2023

[Une exécution à la carte des arrêts préjudiciels sur l'indépendance des juges en Pologne, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 81-103](#)

DOCTRINE  K. KOWALIK-BAŃCZYK – D. MIAŚNIK

cour suprême - résolution - affaire - cour constitutionnelle - indépendance - arrêt de la cour - polish - juridiction - état - commission - formation - arrêt - chambre disciplinaire - autorité - interprétation - constitution polonaise - indépendance des juges - question - ordonnance de la cour - ordonnance de la cour suprême - litige...

17/08/2023

[Les positions des juridictions nationales bulgares vis-à-vis de l'autorité des arrêts préjudiciels, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 105-109](#)

DOCTRINE  I. STOYNEV

juridiction - code de procédure - juridictions bulgares - renvoi - cour administrative - autorité des arrêts - code de procédure civile - contestation - cour de justice - cour suprême - position - interprétation - autorité des arrêts préjudiciels - ordonnance - approche - autorité du renvoi préjudiciel - autorité du renvoi -...

17/08/2023

[L'ordre constitutionnel hongrois face à la primauté du droit de l'Union : une résistance théorique et une pratique conciliante, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 111-117](#)

DOCTRINE  P. KRUZSLICZ

ordre - cour constitutionnelle - face - conflit - application des actes - droit constitutionnel - état - application du droit - arrêt - ordre constitutionnel - arrêt constitutionnel - ordre juridique - intégration - contrôle de la constitutionnalité - analyse - compétence - contexte - gouvernement - priorité - cour constitutionnelle...

17/08/2023

[L'autorité des arrêts préjudiciels devant le Conseil d'État français: les fonctions essentielles de l'État comme pierre d'achoppement, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 119-130](#)

DOCTRINE  J. RONDU

conseil d'État - état - cour de justice - autorité - identité - ordre - conservation - vire - identité constitutionnelle - autorité des arrêts - sécurité - ordre juridique - fonctions essentielles - autorité des arrêts préjudiciels - arrêt - exigence - conflit - cour constitutionnelle - renvoi préjudiciel - primauté -...

17/08/2023

[Les défauts de renvoi préjudiciel par les cours suprêmes: une contestation insidieuse de l'autorité du droit de l'Union, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 131-141](#)

DOCTRINE  F.-X. MILLET

obligation de renvoi - juridiction - cour de justice - défaut - interprétation - défaut de renvoi - état - contestation - défauts de renvoi - renvoi - obligation de motivation - autorité - juridictions nationales - motivation - management - défauts de renvoi préjudiciel - question - absence de doute - exception - point - absence de...

17/08/2023

[Moderniser ou quitter le Traité sur la Charte de l'énergie : quels enjeux pour l'Union européenne et son ordre juridique ?, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 145-158](#)

DOCTRINE  C. RAPOPORT

énergie - charte - état - États membres - retrait - ordre - ordre juridique - traité - autonomie - charter - parties contractantes - modernisation - État membre - commission - investisseur - investissement - tribunal arbitral - accord inter - traité de modernisation - interprétation - entrée en vigueur - risque - mécanisme - clause de...

17/08/2023

[Le règlement \(UE\) n° 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. L'instauration d'un contrôle par la Commission européenne exercé sur les entreprises bénéficiant de subventions octroyées par des pays tiers créant des distorsions de concurrence au sein du marché intérieur, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 159-167](#)

DOCTRINE  M. VIALLE

subvention - subventions étrangères - commission - sein du marché intérieur - sein du marché - entreprise - commission européenne - subvention étrangère - concession - concurrence - distorsion - pays tiers - contribution - notification - parlement européen - marché - opérateur économique - concentration - activité économique -...

17/08/2023

[Les sanctions de l'Union européenne adoptées en réaction à la guerre en Ukraine – Défis et enjeux pour le contrôle juridictionnel des mesures restrictives, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 169-181](#)

DOCTRINE  C. CHALLET

mesures restrictives - sanction - contentieux - requérant - interdiction - critère - intégrité territoriale - réaction - argument - adoption - entité - égard aux actions - titre d'exemple - problématique - interdiction de diffusion - action - politique - réaction à la guerre - invasion - compétence - enjeu - ordre - confiscation -...

17/08/2023

[Le droit européen à l'heure de la concurrence juridictionnelle, *Rev. Aff. Eur.*, 2023/1, p. 183-201](#)

DOCTRINE  E. RENOUD DELARQUE

état - États membres - interprétation - ordre - institution - compétence - indépendance - autorité - primauté - traité - risque - juridiction - droit européen - dialogue - domaine - instance - effectivité - pouvoir - commission - question - principe - heure de la concurrence juridictionnelle - légitimité - heure de la concurrence -...

17/08/2023



Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Commercial

[Chronique] **Chronique « Un usage »**
Par l'Institut des usages

[Tribune] **Boulevard des Arts**
Par Jean-Marie Leloup

Concurrence

[Chronique] **Chronique de droit de la concurrence**
Par Georges Decocq

Réf. : CJUE, 16 mars 2023, aff. C-449/21, Towercast **N° Lexbase : A82509HZ**

Contrats spéciaux

[Le point sur...] **La réforme du Code civil en matière de contrats spéciaux : esprit général et innovations ponctuelles**
Par Philippe Stoffel-Munck

Réf. : **Avant-projet** de réforme du droit des contrats spéciaux, juillet 2022

Distribution

[Chronique] **Chronique de droit de la distribution**
Par Jean-Marie Leloup

Procédure civile

[Chronique] **Chronique de procédure civile et commerciale**
Par Gaëlle Deharo

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decocq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Cahiers de droit de l'entreprise, n° 4 du 01 juillet 2023

Sommaire du numéro

Éditorial



LOBBYING

Éthique et lobbying : le point de vue d'un praticien à l'aune de l'affaire « Qatar gate »

N° 4 - Par Daniel GUÉGUEN

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

Recevabilité de l'action en responsabilité contre le liquidateur amiable d'une société dissoute à raison des fautes commises par lui.

N° 64

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Les modalités techniques de résiliation des contrats par voie électronique sont précisées.

N° 65

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

L'obligation de couverture est sans incidence sur l'obligation de règlement de la caution.

N° 66

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Office du juge face aux mentions du registre du commerce et des sociétés.

N° 67

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Application de la réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales.

N° 68

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

L'Autorité de la concurrence a rendu son avis sur la situation concurrentielle du marché de l'entremise immobilière.

N° 69

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Preuve de l'obligation d'information du prêteur.

N° 70

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Marché à forfait : précisions sur le paiement de travaux supplémentaires.

N° 71

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La loi sur les influenceurs est publiée.

N° 72

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Conditions de recevabilité du recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire d'une garantie autonome.

N° 73

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La réglementation européenne de l'IA arrive !

N° 74

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Point de départ du délai de prescription des actions en paiement entre commerçants en cas d'indication sur une facture de la date d'exigibilité des sommes.

N° 75

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Contrat de prêt hypothécaire entaché de clauses abusives : le consommateur peut demander une compensation allant au-delà du remboursement des mensualités.

N° 76

[Consulter le PDF](#)

Loi numérique : vers une meilleure protection des entreprises en ligne.

N° 77

[Consulter le PDF](#)

Imposition des revenus réalisés par l'intermédiaire de structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié et présomption de détention d'un trust.

N° 78

[Consulter le PDF](#)

Opérations d'importation de biens ne donnant lieu à aucun paiement de la TVA.

N° 79

[Consulter le PDF](#)

Entreprises et succursales : communication d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices.

N° 80

[Consulter le PDF](#)

Nouvelles modalités d'application et de recouvrement de la taxe annuelle acquittée par les employeurs de main-d'oeuvre étrangère.

N° 81

[Consulter le PDF](#)

L'autorisation de licenciement pour faute grave n'empêche pas le juge judiciaire de se prononcer sur la validité des sanctions.

N° 82

[Consulter le PDF](#)

Harcèlement moral et licenciement nul : cumul possible de dommages-intérêts.

N° 83

[Consulter le PDF](#)

Renforcement des obligations de déclaration en cas d'accident du travail mortel et de lutte contre le travail illégal.

N° 84

[Consulter le PDF](#)

Avantages accordés aux salariés et anciens salariés : détermination de l'assiette des cotisations sociales.

N° 85

[Consulter le PDF](#)

Modalités d'exonération des cotisations de sécurité sociale des sommes versées au titre d'un accord de participation.

N° 86

[Consulter le PDF](#)

L'obligation de faire apparaître le montant net social sur les bulletins de paie.

N° 87

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES : LOI SUR LES INFLUENCEURS

La loi sur les influenceurs est publiée.

N° 88 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La réglementation européenne de l'IA arrive !

N° 89 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE

La responsabilité financière des gestionnaires publics

N° 4 - Par Pierre VILLENEUVE , Marie GOUTAL , Leïla BENZINA-HASSANI et Aurore RANÇON-MEYREL

[Consulter le PDF](#)

Dossier



CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

La prise en compte des contraintes environnementales

N° 28 - Par Benoit MARPEAU

[Consulter le PDF](#)

FINANCE DURABLE

Quelles perspectives pour l'activisme climatique ?

N° 29 - Par Frédéric PELTIER et François DIETRICH

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS

Responsabilité civile des dirigeants et prise en compte des enjeux environnementaux

N° 30 - Par Clément WIERRE et François ALTMAYER

[Consulter le PDF](#)

CSE

Les nouvelles prérogatives environnementales du CSE

N° 31 - Par Aurélie FOURNIER et Inès GORSE

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

La protection des données personnelles des mineurs à l'aune de la société de l'information

N° 16 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | IS

Déductibilité d'une provision pour risque de non-recouvrement d'une créance

N° 17 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

Conséquences de la modification unilatérale d'affectation d'un local accessoire sur le bail commercial

N° 18 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | HARCÈLEMENT MORAL

La protection du salarié dénonçant des faits de harcèlement moral

N° 19 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | RGPD

Les 5 points d'attention de la rentrée en privacy

N° 20 - Par Julie SCHWARTZ

[Consulter le PDF](#)